

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 02 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **2 avril à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – 5 rue du Four à SOMSOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 mars 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI (à partir de 18h25), MM. DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA jusqu'à 20h15), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h35), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mme BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI, ERRE.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, DELCOMBEL, LANTERNAT, MALOU, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, Mme COLLIN, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes JACQUEMOT, SERRE, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN.

Absents : MM. NICOULEAUD, BONETTI, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

15 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. ROCH,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme BAUMEL,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON.

Secrétaire de séance : Monsieur Didier NOBLET.

MARCHÉS PUBLICS

LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE RELATIF À LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER LE CONTRAT

Rapporteur : Madame Annick FELICETTI

Dans le cadre de l'exploitation de l'aire d'accueil des gens du voyage, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER (C.C.V.C.D) a confié en 2021 la mission de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage à un prestataire de services. Ce dernier a été chargé d'assurer, par le biais d'une présence physique et d'une astreinte téléphonique quotidienne, la gestion des arrivées et des départs, le bon fonctionnement de l'aire d'accueil, l'entretien des espaces collectifs et des circulations, la perception du droit d'occupation pour le compte de la Communauté de Communes (avec reversement), ainsi que la bonne application du règlement intérieur, dans le respect des dispositions instituées par le décret n°2019-1478.

Cette mission de gestion prend fin en janvier 2026.

En vue de disposer d'un nouveau contrat sur la période 2026-2030, la C.C.V.C.D doit donc lancer une consultation pour un nouvel accord-cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum annuel fixé à 105.000,00 € H.T. et exécuté par l'émission de bons de commandes pour pourvoir à ses besoins.

Cet accord-cadre sera conclu pour une période initiale d'un an, renouvelable dans la limite d'une durée maximale de 4 ans toutes périodes comprises.

Les prestations de gestion sont estimées à 420.000,00 € H.T. pour la durée totale du contrat.

En termes de mise en œuvre de la procédure de passation afférente et au vu de la valeur des besoins estimée supérieure aux seuils européens, la consultation sera lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-2 et L.2122-21-1,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2124-1 à 2, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2162-1 à 6 et R.2162-13 à 14,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 11 mars 2025,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le projet de passation d'un accord-cadre portant sur la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage ;

2°/ charger Monsieur le Président, ou son représentant, de procéder à la préparation, la passation et l'exécution de l'accord-cadre considéré ;

3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'accord-cadre correspondant avec la société retenue à l'issue de la procédure de passation ainsi que toute pièce liée à l'exécution administrative et financière du contrat ;

4°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter auprès des partenaires financeurs éventuels, toutes les subventions possibles à leur taux maximum ;

5°/ dire que les crédits seront inscrits au budget 2026 et les suivants.

La délibération est adoptée

par : **54 avis favorables,**

1 abstention : M. TRIOLET.

**Le secrétaire de séance,
Didier NOBLET**



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 AVR. 2025
et de la publication le - 9 AVR. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.